

# La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

5 juin 2023 - 1 €

N° 34

## Décivilisation

Quelques faits divers de ces dernières semaines laissent un goût terriblement amer. On ne peut repenser à cette infirmière poignardée à mort par un malade psychiatrique, à cette octogénaire violée par des cambrioleurs, à cet enfant de 8 ans, malade du cancer, et dépouillé de son maillot « Marseille » par des supporters corses abrutis, à ces policiers qui risquent leur vie dans des situations naguère banales, mais aussi au maire de Brevin-les-Pins qui démissionne après une tentative d'incendie contre sa maison... sans avoir la nausée. Le président Macron a eu raison d'employer, le 24 mai lors d'un Conseil des ministres, le terme de « *décivilisation* »...

Même s'il faut se méfier de la litanie des faits divers et de son usage, notamment par les politiques, et surtout par les journalistes. En 1976, Roger Gicquel, avec le visage torturé qui faisait une partie de son crédit, ouvrait le journal télévisé de TF1 par ces mots devenus mythiques : « *La France a peur...* » Oui, mais, dans les années 1900 déjà, les journaux populaires faisaient leur miel d'un accident ferroviaire, d'un sordide assassinat domestique ou politique, d'une catastrophe naturelle... Les malheurs du monde sont pain béni pour qui a intérêt à flatter les bas instincts d'un public en mal d'émotions fortes. La déontologie journalistique ne pèse pas lourd face à la pression des publicitaires qui en veulent toujours plus. On se souvient de la phrase non moins mythique du PDG



de TF1, Patrick Lelay, en 2004, sur « le temps de cerveau disponible du téléspectateur » vendu à Coca-Cola. Le phénomène s'est amplifié avec les chaînes d'information en continu ou sur Internet.

Et encore, la presse française, n'est globalement pas tombée dans le caniveau où les « tabloïds » anglais se roulent depuis que le milliardaire australien Rupert Murdoch a raflé la mise dans les médias anglo-saxons en encourageant toutes les transgressions au nom d'une idéologie prétendument libertarienne.

Pour autant, l'angoisse populaire n'est pas sans raisons réelles et celles-ci auraient plutôt tendance à augmenter.

Roger Gicquel n'aurait pas pu imaginer qu'un instituteur serait égorgé par un islamiste tchétchène, que les services d'urgence des hôpitaux devraient se barricader avec des sas et des vigiles, que le trafic de drogue susciterait des guerres de gangs jusque dans des villes de moins de 10 000 habitants, que les squatteurs de propriétés privées seraient à ce point protégés par le système judiciaire, etc., etc.

Il est évident que tous ces phénomènes sont la conséquence de l'égoïsme naturel des hommes qui produit des catastrophes à partir du moment où il n'est pas contenu par de solides cadres sociaux. La désaffection des citoyens pour les élections politiques est un signe de ce qui ne va

pas. Aucun peuple ne peut survivre sans une certaine aristocratie, c'est-à-dire, au sens étymologique, sans que les meilleurs d'entre nous exercent des responsabilités sociales et politiques. C'est ainsi qu'on peut qualifier les 520 000 élus locaux qui, en France, font encore tenir le pays. Sauf que, désormais trop « à portée de baffes », comme l'a justement rappelé

### Sommaire

P. 1 : Décivilisation. – P. 2 : Patrimoine. – P. 3 : Lectures. – P. 4 : Culture et argent public. – P. 5 : Légumes. – Ruffin. – Bénévolat et travail. – P. 6 : Où est la borne à gauche ? – P. 7 : Six heures à Chisinau. P. 8 : Retour vers l'Europe centrale.

■ **Moto:** Le Conseil d'État a demandé, le 1er juin, à l'État d'instaurer le contrôle technique obligatoire des motos d'ici deux mois, en application d'un décret pris en août 2021 à la suite d'une directive européenne. Cependant, la définition des modalités d'un tel contrôle devrait prendre encore de nombreux mois.

■ **Dette:** L'agence de notation américaine Standard and Poor's (S&P) a maintenu la note de la France à AA le 2 juin. C'est un gros soulagement pour le ministre de l'Économie Bruno Le Maire.

■ **Nouvelle Calédonie:** Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, en déplacement sur l'île la semaine dernière, a obtenu un accord de principe des indépendantistes pour un élargissement du corps électoral en vue des élections de 2024.

■ **Patrimoine:** Le président Macron s'est rendu, le 5 juin, sur le Mont Saint-Michel pour le millénaire de la fondation de l'abbaye.

■ **Disparitions:** Philippe Pozzo di Borgo, homme d'affaires tétraplégique dont l'histoire avait inspiré le film *Intouchables* en 2011, est mort le 2 juin à 72 ans. L'humoriste et comédien Guillaume Bats, qui était atteint de la maladie des os de verre, est décédé le 1er juin 2023 à 36 ans. Le cinéaste Jacques Rozier est mort le 2 juin à 96 ans.

un maire récemment, beaucoup d'entre eux ne veulent plus se représenter, voire démissionnent. Ils sont trop mal payés, trop mal considérés, si peu soutenus par l'État, et tellement vulnérables face à la judiciarisation excessive de tout un système de normes de plus en plus écrasantes.

Les professions les plus « nobles » de naguère, les plus considérées par nos parents et grands-parents, celle d'instituteur ou de médecin de famille par exemple, sont également désertées. C'est cela la « *décivilisation* » et le creuset de toutes les violences et donc des angoisses. Le pouvoir politique doit reprendre la main, mais s'il le fait par excès de violence policière, comme cela a été le cas lors de la jacquerie des « gilets jaunes », ou par maladresse institutionnelle, comme on l'a vu pour la réforme des retraites, il ne fait que mettre de l'huile sur le feu.

La *décivilisation* commence toujours par une démission des élites qui provoque le chaos, voire la révolution... Emmanuel Macron a trouvé les mots pour qualifier la situation. Encore faudrait-il qu'il concoure à trouver la manière de reciviliser notre monde. Même si tout ne dépend pas de lui, loin de là.

Frédéric Aimard

## Rose antique ou en toc ?

Grande nouvelle: pour la Marche des fiertés LGBTQIA+ 2023, la Cité internationale universitaire de Paris, en partenariat avec le Collège néerlandais, présente pendant deux mois, du 16 juin au 11 août, l'exposition *Rose antique*. Avec le soutien appuyé de l'ambassade du royaume des Pays-Bas en France, apparaîtront ainsi 30

portraits de personnes âgées ayant assumé leur orientation sexuelle il y a déjà un certain temps, lorsque cela s'avérait plus compliqué qu'aujourd'hui. Rappelons que LGBTQIA+ désigne les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les trans, les queers, les intersexués, les asexuels, le + se rapportant aux termes désignant les autres genres et sexualités.

Avec *Rose Antique*, le photographe et artiste néerlandais Ernst Coppejans, très soucieux de « mettre en lumière les complexités de notre société, en attirant l'attention sur les problèmes de discrimination, d'exclusion et de préjugés », s'est attaché à la première génération de personnes homosexuelles s'étant assumées publiquement. Bien entendu, ces 30 portraits permettent de découvrir des « histoires inspirantes, intimes, belles, parfois choquantes ». En collaboration avec la Fondation Open mind, ceux-ci ont été rassemblés pour cette exposition multimédia itinérante, avec magazine, podcast et programme.

La Cité internationale s'est dite « *fière d'accueillir cette exposition qui illustre ses engagements en faveur de la lutte contre toutes les formes de discrimination et célèbre les valeurs d'ouverture et de tolérance* ». D'ailleurs, elle se vante de placer, depuis sa création en 1925, « *la diversité et le vivre-ensemble au cœur de son projet* » et ainsi « elle contribue à élever les consciences en encourageant la diversité et l'inclusion ».

Seule question: s'agit-il vraiment de « *Rose antique* » ou de *Rose en toc*? On peut en effet s'interroger sur ces mouvements sociétaux tout à fait dans l'air du temps et ne concernant finalement que des groupes très minoritaires montés en épingle.

Précy

## Patrimoine

Avec le mois de juin reviennent les manifestations annuelles de valorisation du patrimoine: patrimoine vernaculaire avec les Journées du Patrimoine de Pays et des Moulins les 24 et 25 juin; patrimoine religieux avec La Nuit des Églises (en fait, une dizaine de jours) du 23 juin au 3 juillet, sans oublier l'archéologie qui a ses propres journées du 16 au 18 juin. Peut-on parler d'un mois du patrimoine? Sans doute, mais qu'est-ce que cela recouvre vraiment? En effet ces manifestations ne doivent pas cacher une situation loin d'être totalement positive. On parle beaucoup du patrimoine mais concrètement sa situation s'améliore-t-elle?

L'année écoulée montre qu'il a été bien à la peine. Des trois dangers traditionnels qu'il doit affronter: le vandalisme, l'ignorance voire la bêtise et la perte de fonction ou d'utilité; aucun n'a vraiment disparu et au contraire certains ont même été revigorés car la baisse de la culture offre de nouveaux terrains à ceux qui veulent nuire au patrimoine bâti.

Ainsi le vandalisme a trouvé à s'exprimer. Il est à la fois idéologique quand certains s'en prennent au patrimoine religieux, d'ailleurs majoritairement catholique, et il faut remonter loin en arrière pour voir autant d'églises, de chapelles, de calvaires mais aussi d'intérieurs de monuments religieux être vandalisés, avec des statues brisées, des ornements et des vases sacrés saccagés. Les populations concernées par de tels actes en sont souvent traumatisées car ces éléments font partie de leur quotidien et les attaquer crée une blessure d'autant que les réactions sont faibles et que l'on sent un désir d'occulter ces attaques perfides. Les autorités

### La Nation Française

directeur de la publication :  
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip  
60, rue de Fontenay  
92350 Le Plessis-Robinson  
Siret 418 382 149 00015 Nanterre  
N° TVA intracommunautaire  
FR21418382149

ISSN 2967-2988  
marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.  
Abonnement: 1 an  
= 20 euros  
à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire:  
<https://buy.stripe.com/2803e-q3Re7RSc3C000>



publiques ne réagissent pas vraiment, les ministres ne se déplacent pas et la justice paraît souvent bien conciliante avec les auteurs des méfaits. Pourtant le mouvement est tel que plusieurs associations ont été créées pour faire connaître ce fléau et pour en expliquer les causes. Le recul non pas tant de la foi mais simplement même de la culture générale est souvent le terreau de ces destructions.

Mais le vandalisme connaît aussi un autre développement. Celui des destructions d'édifices sous divers prétextes. Le mouvement s'accroît. Villes et villages sont concernés, payant un lourd tribut aux idées de densification des centres ou encore de la nécessité de « reconstruire la ville sur la ville ». Fatale au patrimoine quand on ne pose pas avec sérieux la question de la qualité (historique, esthétique...) de ce que l'on détruit. Ces destructions connaissent actuellement un nouveau développement qui concerne aussi essentiellement le patrimoine religieux. Les églises notamment celles du XIX<sup>e</sup> siècle payent un lourd tribut à cette forme de vandalisme effectué au nom de finances publiques communales qui ne parviendraient plus à entretenir ces bâtiments. Il est vrai que le patrimoine religieux du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas toujours la même résistance au temps que ce que les siècles précédents nous ont laissé. Les matériaux sont souvent moins nobles, l'architecture des édifices moins intéressante que celle du passé. Pensons au pastiche du romano-byzantin ou néo-gothique. Mais cela n'a pas grand sens aux yeux de l'histoire car ces styles sont aussi des étapes de l'histoire de l'art. La législation sur les monuments historiques avait eu la sagesse de reconnaître l'échelle du siècle pour conférer un statut historique à un



## THRILLER FANTASTIQUE

### La faussaire

Nell a une passion : les cartes anciennes. Et rien ne suscite en elle plus d'émotions que d'étudier l'un de ces trésors que la bibliothèque de New York, où elle officie comme chercheuse en cartographie, conserve.

Après un conflit douloureux avec son père, elle quitte son poste et se reconvertit en chasseuse de cartes géographiques sans grande valeur marchande. Scannées et retravaillées, avec une vieille patine, ces fausses antiquités attirent les collectionneurs. Quand son père est assassiné, Nell découvre une carte routière indiquant des lieux inexistant. C'est l'œuvre d'une secte : « *les Cartographes* » à laquelle ses parents appartenaient. Ces « lieux fantômes » deviennent magiques quand on se rend sur place avec la carte routière. Un mystère qu'elle va tenter de percer au péril de sa vie.

« Les Cartographes », Peng Shepherd, Albin Michel, coll. Imaginaire, 472 p., 23,90 €.



## CHRONIQUES

### Portraits

Journaliste et écrivain – c'est probablement l'une des plus belles plumes de la littérature française – Alexandre Vialatte (1901-1971) a toujours aimé la zoologie. Voici réunies en un volume, les chroniques qu'il a publiées dans le journal *La Montagne*.

On y retrouve les animaux domestiques qui animent les maisons ou les fermes et d'autres plus exotiques qui transportent le lecteur dans le désert ou sur la banquise. Et que dire de ces bestioles à deux pattes que sont la femme et l'homme ? Ces portraits courts et incisifs sont de vrais bonheurs de lecture.

« Bestiaire », Alexandre Vialatte (texte) et Philippe Honoré (illustrations), Arléa-poche, 168 p., 11 €.

## ESSAI

### La fabrique d'une icône

Un travail de titan. Le romancier et essayiste Pierre Péju s'est plongé dans les mythes, tragédies, récits bibliques, littéraires et cinématographiques pour définir la « Jeune Fille ». Il y a d'abord la figure idéalisée qui s'est construite au fil des siècles pour répondre au



regard et au modèle d'une société essentiellement patriarcale. Mais il existe aussi des jeunes filles, surtout dans les temps modernes, qui s'échappent des carcans pour imposer leur point de vue et leur désir de liberté..

« Métamorphoses de la jeune fille », Pierre Péju, Robert Laffont, 388 p., 22 €.

## REVUE

### ADN

Les amateurs de séries policières connaissent l'ADN, la molécule qui souvent sert de preuve ultime pour confondre l'assassin et ainsi élucider un crime. Est-elle fiable ? *Alibi*, la revue du polar et des histoires criminelles, retrace son histoire et son apport aux enquêtes de la police.

Autres sujets abordés : deux entretiens (David Lagercrantz et Clarisse Serre), deux profilages (Christophe Gavat, patron de la BRB de Marseille, et Pascale Robert-Diard, journaliste au Monde), la reconstitution de l'assassinat d'un comptable en Suisse, burn-out et stress chez les policiers...

« ADN. La preuve ultime ? », *Alibi*, n° 12, 19 €. En librairie.

Catherine PAUCHET

bâtiment. Voilà un beau cri-tère qu'il faut rappeler pour le XIXe siècle puisqu'il s'agit d'un témoignage à préserver, d'un gardien d'une mémoire locale. En fait, pour la plupart des églises du XIXe siècle c'est un autre phénomène qui joue contre elles mais qui, pour des raisons diverses, est occulté. Souvent, en effet, celles qui sont visées se trouvent dans des communes qui ont été regroupées, funeste mode pour la mémoire des territoires. Ainsi deux, voire trois églises se trouvent en concurrence et comme la pratique est moindre, l'une peut paraître « en trop ». D'où sa destruction. Celle-ci est d'ailleurs organisée tout à fait légalement. L'autorité ecclésiastique accepte la demande de la puissance publique de la désacraliser, la commune ainsi propriétaire peut la détruire, récupérant autant d'espaces qui permettront des restructurations urbaines et immobilières...

Sur la bêtise et l'ignorance, là aussi nous assistons à un changement de nature qui accroît les risques. Ceux-ci ne proviennent plus seulement de l'inadvertance, du « je ne savais pas » qui a été longtemps à l'origine de très nombreuses altérations affectant en particulier le bâti vernaculaire (non-respect des matériaux, des gabarits, des usages locaux pour les huisseries, des couleurs...) pré-alables souvent de destructions puisque l'édifice, peu à peu, perd tout caractère. Désormais l'ignorance est volontaire. Celle de la volonté d'oubli, d'annuler des pans entiers de notre culture d'autant plus facilement qu'elle n'est plus que superficielle et bien mal transmise. Ainsi des statues d'hommes politiques dont nous aimerions que les actuels aient la même valeur – pensons à Colbert, à Saint Louis – se voient remises dans le meilleur des cas mais

surtout, souvent, vandalisées. Désir malsain de travestir l'histoire de France c'est-à-dire sa culture et son identité. Jusqu'alors seuls les ennemis venus de l'extérieur avaient procédé à la destruction des statues comme les Prussiens en 1870 s'en prenant à celles en bronze pour faire des canons... Heureusement une certaine réaction se fait jour face à cette funeste mode née dans un pays qui a peu d'histoire... mais les dégâts sont là.

Philippe Montillet

## Culture et argent public

Le président du Centre national du cinéma (CNC), Dominique Boutonnat, a remercié chaleureusement, notamment sur le réseau social Twitter, celle qui avait craché dans sa soupe lors de ce 76e festival de Cannes en critiquant le système français d'aide au cinéma : @Festival\_Cannes : « Ce palmarès consacre la force unique au monde du système de soutien au cinéma du CNC. Bravo à Justine Triet pour la #Palme-d'Or décernée à « Anatomie d'une chute » aidé à l'Avance sur recettes. » Serait-il masochiste ? Non, mais il vit de la même soupe ! Et les mendiants n'aiment pas la main qui les nourrit.

Le CNC se défend volontiers d'abreuver le cinéma français avec l'argent du contribuable. Le cinéma n'est pas financé par l'impôt, soutenait un journaliste, Olivier Bénis, sur France Inter le 28 mai 2023, mais par des taxes spécifiques. En effet le CNC est essentiellement financé par la taxe spéciale additionnelle de 10,72 % du prix de la place de cinéma, la taxe sur les recettes publicitaires des chaînes de télévision, et enfin la taxe sur les services vidéo physiques ou

en ligne (5,15 % prélevés sur les revenus liés à la vente de DVD, Blu-Ray, les services de VOD ou d'abonnement). Mais l'argent que payent les sociétés est bien répercuté sur les consommateurs qui payent leurs places de cinéma ou leurs services télé/vidéos plus cher. Et ces taxes collectées par l'autorité publique sont reversées directement au CNC via son fonds de soutien. Ces trois taxes ont rapporté 671,6 millions d'euros en 2022.

Avec cet argent le CNC se vante d'inonder le cinéma français auquel, dit-il, 92 aides sont proposées pour un total en 2022 de 738,50 M€, dont : cinéma 291,00 M€ (39,4 %), audiovisuel 265,10 M€ (35,9 %), des dispositifs transversaux 124,20 M€ (16,8 %) et des soutiens exceptionnels pour 58,30 M€ (7,9 %).

Et le CNC n'est qu'une petite partie de la dépense publique en faveur de la culture qui, outre les crédits des agences comme le CNC et ceux du ministère de la Culture (3,2 Md€), est estimée par l'OCDE en 2021 à 4,4 Md€ supplémentaires provenant des ministères de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de l'Économie, de l'Industrie et l'innovation, de l'Europe, de l'Agriculture... Sans compter le coût pour l'Assurance chômage, plus de 1,3 Md€, des intermittents qui ont été 120 000 à avoir été indemnisés en 2020 à raison de 1 350 € en moyenne par mois.

Selon l'OCDE la France est l'un des pays dont la dépense publique pour l'art et la culture est la plus importante par habitant. Pourtant, les Français sont, des membres de l'OCDE, ceux qui dépensent le moins pour la culture puisque l'État dépense pour eux.

Plutôt que d'alléger les charges fiscales et sociales

qui pèsent sur la culture, les ministères préfèrent taxer et subventionner pour garder le contrôle, pour que toute politique passe par eux.

Au passage ils peuvent mêler l'idéologie à l'argent qu'ils distribuent sous condition de politique de genre ou de classe. Le CNC se vante d'avoir permis en 2020 de « produire des données générées pour disposer d'une connaissance fine du secteur et mieux comprendre les enjeux ». Depuis 2019, il octroie un « bonus parité » de 15 % aux équipes artistiques paritaires « c'est-à-dire qui comptent au moins autant de femmes que d'hommes dans leurs principaux postes d'encadrement ». Est-ce pour faire oublier la mise en examen du président susnommé du CNC pour agression sexuelle sur son filleul ?

Pourrie d'argent public, la culture française n'a plus besoin d'un public, mais seulement de bonnes connexions avec les élus et les fonctionnaires qui délivrent des aides nationales ou locales. Se crée ainsi une culture déconnectée, administrée, uniformisée par le conformisme déjanté qui traverse cet entre-soi. La culture n'est plus créatrice mais dévastatrice, provocatrice par complaisance autant que pour offrir de l'extravagance à défaut de savoir proposer de la beauté.

Certes, le cinéma français est bien classé dans le monde pour sa production et sa fréquentation, entre 5e et 7e selon les années, parce que les Français sont parmi les plus grands amateurs de cinéma du monde. Mais la France est pourtant loin derrière l'Inde, le Nigeria, les États-Unis, la Chine et le Japon qui sont plus économes de leur argent public à l'égard de leur industrie cinématographique.

Le Royaume Uni, qui produit un nombre de films proche de celui de la France,

a l'un des plus bas taux de financement public des arts et de la culture de l'OCDE. Il s'est réduit ces dernières années pour représenter 33 % des ressources en 2017-2018, contre 47 % en 2009-2010 tandis que le financement en ressources propres (ventes de produits et tickets d'entrée) est passé pendant la même période de 38 à 52 %, complété par des financements privés de 15 %.

La Corée du Sud qui, elle aussi, a une production cinématographique proche de celle de la France, a pour sa part constitué un fonds public/privé – le Motae Fund – pour accompagner les nouveaux projets culturels, avec une part d'argent public de 50 à 60 % du financement requis. Pendant la période 2006/2016, le Motae Fund n'a levé « que » 1,6 Md€, mais de 1999 à 2018 l'industrie cinématographique a connu une croissance de 890 % et l'industrie de la musique, de 1 585 %.

La culture française serait sans doute plus vivante et de meilleure qualité si elle était moins riche d'argent public. Au mieux il serait préférable de la taxer moins et de l'aider moins, et de taxer moins les Français pour qu'ils puissent plus aisément accéder aux spectacles et côtoyer les arts et les artistes de leur choix.

Mais le gouvernement et ses agences culturelles perclues d'égalitarisme infondé et de wokisme à la mode manient l'exception culturelle française de la même façon que d'autres, auxquels ils le reprochent, veulent instituer la préférence nationale de l'emploi et de l'industrie. Dans les deux cas la discrimination est patente, aux frais des bons artistes, des bons entrepreneurs, des contribuables et des consommateurs.

Jean-Philippe Delsol

## Les légumes manquent de bras

C'est le quotidien *Le Figaro* qui sous la plume d'Éric de La Chesnais, agriculteur lui-même, alertait ses lecteurs fin mai sur le manque criant de main-d'œuvre auquel doivent faire face les maraîchers français en cette fin de printemps. Ce qui en oblige certains à détruire mécaniquement toute ou partie de leur récolte, faute de bras pour réaliser les cueillettes manuellement. C'est d'autant plus vrai pour les exploitants en label biologique.

Cette situation touche beaucoup de régions comme en témoignent des exploitants alsaciens ou charentais. Le même souci affecte les arboriculteurs du sud-ouest, par exemple qui constatent un manque de saisonniers volontaires pour ce type de travaux mais aussi d'ouvriers agricoles susceptibles d'être embauchés en CDI. Les saisonniers venus d'Europe centrale et orientale (Pologne, Roumanie, Bulgarie) sont désormais très demandés et la concurrence est rude au sein des pays d'Europe de l'Ouest pour les faire venir.

Le président de Légumes de France, autrement dit de l'association Les producteurs de légumes de France, Jacques Rouchaussé, s'est donc rendu au Maroc au début du mois de mai, nous apprend aussi *Le Figaro*. À Casablanca, il a dialogué avec les autorités diplomatiques françaises pour obtenir l'extension de la possibilité de séjour des saisonniers marocains de six à huit mois. Le gouvernement attend désormais sa copie. Comme le fait remarquer Éric de La Chesnais : « Il en va de la souveraineté alimentaire de la France. »

Jérôme Besnard

## Ruffin en campagne

Figure singulière de la France insoumise, le député de la Somme a lancé le 13 mai un appel aux dons qui amorce une candidature en 2027.

Même si les tactiques individuelles restent discrètes, dans ce non-parti qu'est la France insoumise, la campagne pour la présidentielle y est bel et bien lancée. Selon les critères habituels, Jean-Luc Mélenchon, qui fut trois fois candidat, devrait prendre une retraite en accord avec son âge : né en 1951, il aura 76 ans en 2027. Mais ce vieux lutteur déborde d'énergie et il n'est pas dit qu'il se résigne. Pour le moment, il joue le jeu du retrait – mais dans la vigilance.

Après la disqualification de son premier lieutenant, Adrien Quatennens, condamné à quatre mois de prison avec sursis pour violences conjugales, le chef de La France insoumise a soudain publié un message de soutien à François Ruffin – qu'il a cependant vivement pris à partie lors d'un colloque.

Il est vrai que les prises de position du député de la Somme sont souvent contestées par les représentants de la ligne officielle des Insoumis. Alors que la tendance est à la promotion des réformes sociétales sur la base des études de genre, François Ruffin explique que la lutte est avant tout sociale et qu'il faut remettre la question du travail au centre du combat politique. Personnellement hostile à la gestation par autrui (GPA), partisan du « retour aux frontières » en matière d'immigration et défenseur de solutions protectionnistes dans le domaine économique, François Ruffin est régulièrement « taclé », « recadré » et publiquement

tancé par la direction de la France insoumise – dont il ne fait plus partie.

C'est justement cette singularité qui fait la popularité de François Ruffin. Alors que le patriarche Mélenchon est impulsif et brutal, le député de la Somme est apprécié par toutes les tendances de la gauche, hors des fractions sectaires, et même au-delà. Crédité de 20 % d'intentions de vote, il est un atout pour la gauche mais aussi une cible pour tous ceux qui ont une ambition nationale. La route sera longue et périlleuse.

Claudine Uzerche

## Bénévolat et travail

Où en est le recrutement des 45 000 volontaires bénévoles pour les Jeux Olympiques 2024 à Paris, qui doivent incarner « l'hospitalité et les valeurs de la France auprès de tous les acteurs des Jeux » ? En tout cas le site Internet du programme est fermé. Il faut donc croire que cela a bien fonctionné, malgré les innombrables critiques. Certains ont estimé en effet qu'il s'agit d'une exploitation des jeunes sans travail et des pauvres à qui ces « emplois » auraient dû être réservés, contre une juste rémunération. Ils promettent des procédures au nom du droit du travail et ont incité les protestataires à s'inscrire, juste pour avoir le plaisir de démissionner et de mettre les organisateurs diabolisés dans l'embarras. L'argument principal des râleurs étant l'argent brassé par le Comité International Olympique, les rémunérations pharaoniques de ses dirigeants. Il y a aussi la question certes gênante de la mainmise sur le système par les monarchies pétrolières corruptrices, les multinationales américaines



qui vendent de l'eau gazeuse sucrée au prix du pétrole, les équipementiers qui font fabriquer leurs vêtements de sport par des quasi-esclaves asiatiques ou africains, les banques qui jouent avec l'argent médiatique au lieu de le faire utilement travailler...

Et pourtant, rien ne fonctionnerait sans une certaine gratuité. Le sport français – où les scandales de corruption et les salaires invraisemblables de certains joueurs de foot font également question – ne fonctionnerait pas du tout sans les 3 500 000 bénévoles qui l'encadrent. Le Foot est né dans le milieu des patronages catholiques et laïques où l'argent n'était pas une valeur. Certes, les choses ont bien changé, du moins dans les hautes sphères, mais les turpitudes des élites doivent-elles à toute force corrompre les bonnes volontés populaires, sous prétexte de rétablir une certaine justice économique? Y a-t-il encore une place pour le bénévolat? On pourrait transposer la question au monde politique, encore plus malmené que le monde sportif par la perte des valeurs...

Mais le bénévolat se définit par comparaison avec le travail rémunéré qui est, lui aussi, chamboulé. Le « sens du travail » et même de toute activité humaine est de plus en plus interrogé par une partie de la jeune génération.

Il fallait voir le sourire interloqué de l'animateur de télévision Brice Toussaint recevant, il y a quelques jours, un représentant de cette génération. Un jeune homme barbu et sévère lui expliquait qu'il ne travaillait pas du tout, malgré ses diplômes et ses difficultés à survivre, faute d'avoir trouvé une mission ayant un sens quelconque à ses yeux... Ce jeune homme avait pourtant trouvé un lieu qui lui avait paru avoir du sens. Il s'agissait d'un club d'échecs animé par des bénévoles encadrant des centaines d'inscrits... « Selon vous ils devraient être payés? » demande le journaliste goguenard. À quoi le jeune homme lui lance un « Évidemment! » qui sous-entend que celui qui apprend les échecs à des jeunes a un rôle autrement plus utile que celui qui travaille dans une quelconque industrie... Est-ce si faux?

Comment ce jeune homme se débrouille-t-il dans la vie? Profite-t-il de quelques aides de l'État? Est-il soutenu par sa famille ou par sa petite amie? L'histoire ne le dit pas. Il faut que jeunesse se passe... Ses ancêtres de Mai 1968 étaient bien partis élever des moutons au Larzac avant de devenir une génération d'hyper-consommateurs sans scrupule... En tout cas, dans le monde du travail actuel, les recruteurs

s'arrachent les cheveux. C'est la grande démissionniste des jeunes diplômés, pour ne rien dire de ceux qui n'ont aucun diplôme parce qu'ils ont lâché le système dès l'école.

Des sociétés privées, qui faisaient encore hier rêver les jeunes ambitieux – Bolloré, Lafarge, Michelin – et même des sociétés publiques qui étaient censées offrir un avenir sécurisé – comme la Snf ou Edf – pour ne rien dire de métiers « nobles » par définition – la Médecine ou l'Armée... – ont désormais beaucoup de mal à recruter et surtout à garder une génération de jeunes gens qui trouvent que travailler – comme l'ont fait leurs parents –, même aux 35 heures, ne donne pas sens à leur vie. Le management « bienveillant » qui est désormais le mantra des relations humaines n'y peut pas grand-chose. Il n'y a guère que le luxe – LVMH, Chaumet... – qui ferait encore rêver, semble-t-il.

Certains tout juste tennétaires, qui ont démarré une carrière en trombe dans la finance, l'immobilier ou Internet, se reconvertissent dans le « coaching » et toutes sortes de propositions dans le domaine du « bien-être », que l'on jugerait farfelues, s'il ne s'agissait pas d'un marché à vrai dire florissant.

Un phénomène encore marginal rend fous les parents de jeunes adultes. Au Japon, où

il a été repéré en premier lieu, on parle de *Hikikomori*. C'est un syndrome qui empêche les gens de sortir de leur chambre. Cela concernerait un demi-million de Japonais, surtout des jeunes hommes. Mais cela existe en France, de plus en plus. Les psychologues rassurent les familles en leur disant que ce syndrome de panique face à toute interaction humaine, et qui apparaît en général vers 15-16 ans, disparaît peu à peu autour de la trentaine! On incrimine le grand enfermement de la pandémie de covid, qui a bouleversé les corps et les âmes. En fait non, on parle peu de l'âme. Car qui voudrait reconnaître qu'il s'agit d'un vaste problème spirituel qui frappe toutes les sociétés développées, où Dieu est le grand absent, sauf chez de fanatiques repoussoirs? Surtout dans notre France si fière de sa laïcité républicaine!

Ces Jeux olympiques seront-ils une grande fête où le bénévolat et le sens de l'effort sportif, de la rude compétition, redonneront du goût à vivre à beaucoup? Ou bien seront-ils confinés à un spectacle télévisé, entrelardé de publicité obsessionnelle et ridicule, que l'on regardera dans sa chambre, de nuit comme de jour, sans sortir, sans travailler (et donc sans avoir les moyens d'envisager d'acheter une place dans un stade, vu les prix astronomiques annoncés)? Les sociologues ont là un vaste et passionnant champ d'étude sur les mutations de notre société malade, particulièrement dans sa jeunesse.

Frédéric Aimard

## Où est la borne à gauche?

Il pourrait paraître décourageant de suivre la politique française pour en tirer quelques lignes de force

### Pôle Francophonie du Carrefour des Acteurs Sociaux

Colloque - mercredi 14 juin 2023 à 15 heures à la MAISON DES ASSOCIATIONS  
Mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement, 18 rue Ramus 75020 Paris (M<sup>o</sup> Gambetta)

Président de séance : **Patrice Vermeulen**, secr. général du Carrefour des Acteurs Sociaux.

Animation : **Eugénie Diecky**, journaliste, directrice de la chaîne radio « l'Afrique d'une seule voix ».

FRAIS : 10 € incluant le partage de la collation qui sera servie de 17 à 18 heures.

Au programme : **Jean-Loup Cuisiniez**, essayiste et syndicaliste : *Le français : sa place dans l'économie dépend aussi de sa place dans le monde du travail*. **Philippe Kaminski**, conférencier international sur l'Économie Sociale et Solidaire : *L'Économie Sociale dans son prisme francophone : quelles réponses à quelles crises*. **Gérard Pelletier**, Directeur général de Datafranca/Canada : *L'Intelligence Artificielle peut-elle parler français ?* **Cheryl Toman**, Présidente de la Biennale de la Langue Française, enseignante à l'université d'Alabama : *La Francophonie au-delà même de l'espace Francophone mondial institutionnel*. **Christian Tremblay**, Président de l'Observatoire européen du plurilinguisme : *La langue française dans son environnement européen plurilingue*. **Ilyes Zouari**, démographe, président du Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone : *L'Espace Francophone Mondial sous l'œil du démographe*.

Inscription préalable obligatoire auprès de [dircas.mbox@cas-france.org](mailto:dircas.mbox@cas-france.org)



ou même simplement des enseignements.

À l'aube du 6 juin, quatorzième journée d'action contre la réforme des retraites, alors qu'ont été publiés quatre jours plus tôt les premiers décrets d'application, beaucoup ne voyaient toujours pas quel cap se profilait. Une sorte de désenchantement nourri par les ponts du mois de mai et qui pourrait préluder à l'enlèvement des vacances a en effet créé une torpeur dont l'opinion publique ne semble sortir que pour manifester ses émotions face aux violences meurtrières qui continuent à scander la vie quotidienne.

Mais tout cela ne fait pas une politique et, malgré les efforts menés par les Républicains pour faire connaître et adopter leurs propositions sur l'immigration, on reste dans le domaine de l'instantané et de la communication. Non seulement il n'y a pas de grand dessein mais on peine à discerner les lignes maîtresses de l'action gouvernementale. Alors que les positions bougent sur le plan international, la politique française semble toujours relever de l'encéphalogramme plat.

Reste la petite cuisine, électorale — on ne peut écarter la possibilité d'un retour aux urnes — ou pas. Elle fait la joie des commentateurs de l'immédiat et des analystes répétant en boucle leurs a priori. Ainsi en est-il de la fameuse assertion d'Élisabeth Borne selon laquelle le Rassemblement national est « l'héritier de Pétain ». Passons sur le fait que c'est négliger le fait que le Front national a vu le jour une trentaine d'années après le régime de Vichy et que

ses composantes avaient des origines fort diverses, y compris dans la Résistance; en fait, le ciment du parti aura longtemps été l'anti-gaullisme issu de la guerre d'Algérie. D'une manière plus profonde, oubliant qu'il a été élu deux fois pour faire barrage à « l'extrême droite », le président de la République s'est offert le luxe de faire observer qu'on ne peut plus la battre « simplement avec des arguments historiques et moraux » et que « les millions de Français qui votent pour le RN ne sont pas tous des fachos ».

On peut supposer que, selon une des constantes de la vie politique française, le Premier ministre, se sachant en sursis à Matignon, ait voulu tomber à gauche. Cela pourrait apparaître utile pour la suite de sa carrière, afin d'incarner le macronisme de gauche, même si celui-ci semble plus développé au sein de l'Assemblée nationale — et dans les cabinets ministériels — que chez les électeurs. Cette interprétation trouve paradoxalement une confirmation dans la déclaration de Bruno Le Maire qui, tout en soutenant son président, a affirmé que « le Rassemblement national a eu une histoire et que la Première ministre est parfaitement fondée à rappeler cette histoire »: quand on est censé représenter l'aile droite du pouvoir, il faut aussi se donner un petit vernis de gauche, tout comme Xavier Bertrand fustigeant ceux qui « *se déguisent en parti de gouvernement* ».

Mais y a-t-il une borne à gauche au-delà de laquelle, comme à droite, on ne peut aller?

**Jean-Gabriel Delacour.**

## Six heures à Chisinau

Deux chefs d'État, français et ukrainien, 43 chefs de gouvernement, les trois présidents de l'Union européenne (Conseil, Commission et Parlement), se sont retrouvés le 1er juin à 20 km de la frontière ukrainienne, dans un domaine viticole moldave à 30 km de la capitale Chisinau. Deux manquaient à l'appel: les chefs d'État turc et serbe. La localisation était évidemment symbolique et la réunion a été vue comme la manifestation de l'unité du continent face à la Russie de Poutine.

S'il ne s'agissait que de cela, ce type de sommet ne devrait pas se perpétuer au-delà du conflit ukrainien. Or sa motivation initiale était plutôt de combler un vide dans l'organisation de l'Europe. Certes celle-ci compte une multiplicité d'assemblées et de conseils, entre le Conseil de l'Europe, l'Union européenne (UE), la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'OTAN, l'Euro zone, l'espace Schengen, et autant de sous-groupes régionaux ou de comités techniques. Le problème vient de cette accumulation ou de cette géométrie variable. Il n'y avait pas d'endroit où la cinquantaine d'États européens pouvaient tous se retrouver sans exclusive. Le président Macron avait donc lancé l'idée le 9 mai 2022 à Strasbourg d'une Communauté politique européenne. Une première réunion à Prague, qui exerçait alors la présidence des conseils de l'UE, l'a entérinée le 7 octobre suivant. Chisinau était le second rendez-vous. Le

troisième sera à Grenade pendant la présidence espagnole des conseils de l'UE le 5 octobre prochain, puis à Londres en mai 2024, puis Budapest, présidence européenne suivante. La tendance est donc bien à pérenniser ce type de rencontres.

Une condition capitale est posée: que l'on ne parle pas d'institution, qu'il n'y ait pas de structure permanente, de bureau ou de secrétariat, de présidence ou d'ordre du jour, et surtout que l'on n'y décide de rien, qu'il n'y ait ni déclaration finale ni communiqué.

Alors, à quoi sert la CPE? Antichambre où patienteraient les candidats à l'adhésion à l'Union, au nombre de neuf sur la vingtaine des non-membres? Une Union à trente-six (ou à 35 sans la Turquie) est-elle concevable en l'état des institutions? Le droit de vote y serait obligatoirement revu. Et de retourner la question: la CPE n'aurait-elle pas alors vocation à se substituer à terme à l'UE, c'est-à-dire que le niveau politique auquel penser l'unité de l'Europe, qui fut recherché successivement à travers la Commission, le Conseil ou le Parlement européen, pourrait l'être cette fois au sein de la Communauté Politique européenne?

Il ne saurait y avoir de décision prise à cinquante. Ce chiffre est celui des membres de l'ONU à sa fondation en 1945. Il ne s'agit pas non plus de retomber dans les errements de la Société des Nations qui n'était pas plus nombreuse. Les blocages au sein du Conseil européen ne viennent pas du nombre de membres mais des règles inégales de répartition des voix en fonction de critères

■ **Sénégal** : La condamnation de l'opposant au président Macky Sall, Ousmane Sonko, 48 ans, à deux ans de prison ferme pour « corruption de la jeunesse », à la suite d'une plainte pour viol déposée par une masseuse, a provoqué de nombreuses émeutes, notamment dans le sud du pays et à Dakar. Il y a eu au moins 10 morts et 500 arrestations parmi ses partisans.

■ **Espagne** : Le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez, sévèrement battu aux dernières élections municipales et régionales, a dissous les Cortès et convoqué des élections législatives anticipées au 23 juillet.

■ **Inde** : Près de 300 personnes ont été tuées et un millier d'autres blessées dans un gigantesque accident ferroviaire, le plus grave depuis un quart de siècle, survenu le 2 juin dans l'État de l'Odisha (à l'est du pays).

■ **Kosovo** : Tension dans le nord du pays où la communauté serbe, localement majoritaire, continue de se mobiliser dans la rue pour protester contre l'intronisation par le gouvernement de quatre maires albanais à l'issue d'un scrutin largement boycotté par la population des villes concernées (participation inférieure à 4 %). L'OTAN a déployé sur place des forces supplémentaires de la KFOR.

■ **États-Unis** : Le premier réacteur nucléaire pressurisé américain, le AP1000, a été mis en service le 5 juin, avec 7 ans de retard, pour un premier essai à pleine puissance, à la centrale de Vogtle, en Georgie. Il fournira de l'électricité à 500 000 foyers. Mais il connaît des problèmes techniques et commerciaux comparables à notre EPR.

■ **Foot** : Le joueur français Karim Benzema, 35 ans, quitte le Real Madrid, où il jouait depuis 2009, pour se rendre dans un club saoudien.

contestables (population, PIB). Le principe de la CPE repose à l'inverse sur la règle de l'égalité. Plus le Conseil étendra le vote à la majorité comme le proposent les Allemands (dominants en termes de voix), plus le consensus de la CPE sera privilégié. Comme dans d'autres instances informelles, l'expérience historique des diplomates montre qu'ils sont capables de parvenir à des résultats, certes parfois tout aussi informels mais qui font évoluer les choses. Moins ambitieux, le cadre de la CPE pourrait à terme incarner une véritable ambition pour le continent.

Dominique Decherf

## Retour vers L'Europe centrale

Entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, la France avait réussi à développer des systèmes d'alliances dans l'Europe centrale issue de la décomposition des Empires allemand et autrichien et même russe. Cela n'alla pas toujours sans mal, mais au moins une volonté politique se manifestait ainsi. Les bouleversements suivants, essentiellement la mainmise de Moscou sur des pays devenus ses satellites au sein du Pacte de Varsovie ému sinon les sentiments francophiles de ces populations tout au moins leurs possibilités d'action. Ensuite, après la chute du mur de Berlin et la décomposition de la Yougoslavie titiste, les dirigeants et les intellectuels de ces nations eurent souvent le sentiment de n'être pas compris tant

la France semblait se cramponner à son alliance avec l'Allemagne réunifiée et à sa volonté de ne pas contre-carrer Moscou.

La situation se trouve manifestement en train d'évoluer. La guerre en Ukraine a montré que ses voisins et, au-delà, toute la partie centrale, orientale et même nordique du continent tenaient à prendre leurs précautions vis-à-vis de la Russie, notamment par le biais d'un élargissement de l'OTAN. Si subsistent des divergences de comportement comme en Hongrie et en Serbie, s'exprime nettement une volonté non seulement d'aider l'Ukraine par des livraisons d'armes mais aussi de se prémunir contre toute pression de Moscou. C'est vraisemblablement en tenant compte de cet état de fait que la France apparaît de plus en plus engagée dans cette partie de l'Europe.

Les récents voyages du président Macron en Slovaquie, le 31 mai, et en Moldavie, le 1er juin, expriment cette réorientation d'une diplomatie française longtemps perçue comme tributaire d'un tropisme russe remontant au moins à l'époque soviétique. Il a ainsi participé à deux sommets jusque-là plutôt négligés, le Globsec, la principale enceinte d'Europe centrale consacrée à la

sécurité, et la Communauté politique européenne. Du coup, un véritable engagement a été pris auprès des autorités de Kyiv pour que « la France contribue à la protection de la population ukrainienne contre les frappes russes grâce à des équipements de défense aérienne » et qu'elle mette « en place le cadre nécessaire pour commencer la formation des pilotes de chasse ukrainiens selon les besoins de l'armée de l'air ukrainienne ». Il a du coup reconnu qu'elle « a parfois été perçue comme arrogante ou ne s'intéressant pas à cette région ». Et d'affirmer : « Assumons ensemble ce que doit être notre Europe, une grande puissance démocratique ».

Il est également significatif que, à Bratislava, le chef de l'État français ait déclaré qu'il ne fallait « pas laisser l'Occident être kidnappé une deuxième fois », reprenant ainsi la formule d'un des plus célèbres dissidents tchèques, Milan Kundera. Cela semble d'autant plus important que cet Occident est aujourd'hui concurrencé par d'autres regroupements, tels, le 19 mai, le sommet Chine-Asie centrale à Xi'an et la 32<sup>e</sup> session du Conseil de la Ligue des États arabes à Djeddah.

Jean Ètèvenaux

### PARTENARIAT EURAFRICAIN

Pour recevoir le programme du colloque historique organisé le 24 juin par le

**COLLECTIF DES AMIS  
DU ROYAUME TEKE (CART)**

avec la participation de Denys Ferrando Durfort,

contactez : ymdouniama@yahoo.fr